décembre 2012
n° 127

infos asea

association pour la sauvegarde de l'enfance et de l' adolescence

asea de Maine-et-Loire

éditorial

Ce numéro 127 d'Infos ASEA est le dernier de l'année; ainsi nos six publications annuelles auront été un des moyens de communiquer auprès de chacun.

Nous avons désormais les outils nécessaires à une bonne information, l'Infos-ASEA, Flash infos, la Newsletter, ils sont certes indispensables mais une bonne communication ne se résume pas au nombre d'outils mais dans la volonté de chacun de partager son expérience, ses valeurs, de dépasser le cadre de son service ou de son établissement pour participer à cette transversalité voulue par la Refondation.

J'ai d'ailleurs remarqué avec satisfaction que l'élaboration des fiches de fonction qui aurait pu être un travail rébarbatif... centralisé... , a été un moment fort de communication auquel un grand nombre de salariés a participé.

La création de seize commissions au sein de notre association montre clairement notre volonté de parfaire ensemble "l'outil" au service de l'usager. Nous veillerons toutefois à ce que la multiplication des travaux de groupe ne perturbe pas le fonctionnement des services.

Ainsi le Siège n'est plus seulement le pôle administratif et financier de l'ASEA mais le lieu de réflexion et de partage où se dessine, tout au long de l'année, la politique de l'Association.

Bien communiquer c'est informer vite, c'est informer bien. C'est plus particulièrement vrai en temps de crise, je pense aux incertitudes qui ont pesé sur la Prévention Spécialisée pendant près de six mois. Depuis le mois de juillet, nous vous avons tenu informés de la situation, depuis six mois notre Directeur Général a suivi de très près cette crise et a communiqué avec les instances représentatives, les salariés et les cadres dès qu'un fait nouveau intervenait.

Un travail important de communication a été fait par tous les acteurs de l'ASEA auprès des élus ...dans les quartiers... et aujourd'hui la qualité du travail accompli par le service de Prévention Spécialisée est reconnu ; en effet le Conseil Général souhaite maintenir l'intégralité des activités de Prévention Spécialisée dans toutes les communes et sur tous les quartiers concernés. N'oublions plus de communiquer en externe pour apporter une meilleure visibilité à nos actions.

Le secteur social et plus particulièrement notre association doivent faire face régulièrement à des situations préoccupantes, *(pour ne citer que les dernières : le SIOE, le GCSMS…)* pour surmonter ces crises nous nous devons d'être au clair sur nos missions, d'avoir un Conseil d'Administration et une Direction Générale déterminés.

L'année 2012 a vu l'arrivée de Monsieur ROPERS après une période d'intérim de quinze mois à la Direction Générale. Je ne présenterai pas M. ROPERS, il a fait cela très bien auprès de chaque structure, de chaque service. Sa connaissance du terrain, le lien étroit qu'il entretient avec nos équipes et nos partenaires, sa réactivité face aux situations à gérer sont autant de facteurs qui renforcent notre Association.

Cette année vous avez aussi un nouveau Président... très fier de faire avec vous un bout de chemin et partager votre détermination à assurer pour nos usagers des lendemains meilleurs.

Au nom du Conseil d'Administration, je vous souhaite à toutes et à tous des bonnes et heureuses fêtes de fin d'année.

Le Président, Michel FOUILLET

actualités

Le rapport « Etablissements et services pour personnes handicapées. Offre et besoins, modalités et financement »

Le rapport de M. Laurent VACHEY et de Mme Agnès JEANNET – Inspection Générale des Finances et Inspection Générale des Affaires Sociales – a été officialisé il y a quelques semaines. Il traite de l'offre médico-sociale et de l'évolution de la tarification et concerne directement l'ASEA 49 dans la mesure où il répond à des questions que nous nous posons régulièrement dans le cadre de l'activité d'accompagnement des personnes. Il s'avère qu'en matière d'offre, la description des limitations d'activité des personnes handicapées n'est pas suffisamment étayée par des outils, ce qui empêche d'avoir une représentation claire des besoins sur le territoire national.

Par ailleurs, la compréhension des services et des prestations assurées par les établissements sociaux et médico-sociaux n'est pas suffisante du fait, là encore, d'un manque de travail de synthèse. C'est pourquoi, outre certaines problématiques spécifiques comme la trisomie 21, les pouvoirs publics n'ont pas la capacité de prévoir une organisation pour prendre en charge les besoins à venir.

Sur le même versant, la capacité des MDPH à structurer des décisions repérées et coordonnées sur les différents territoires n'est pas suffisamment probante avec un impact majeur au plan national. De même, les listes d'attente au sein des établissements et services n'est pas suffisamment rassemblée.

En matière de tarification, les rapporteurs soulignent le caractère inadapté de la « tarification à la journée ». Pour ce qui nous concerne, nous avons, dans le cadre du dialogue de gestion, fait part de cette difficulté. Ainsi, les auteurs du rapport proposent, à partir d'un échange avec les acteurs de terrain, une méthodologie intégrant une description plus fine de la limitation d'activité des personnes handicapées et du service rendu par les établissements et services médico-sociaux, une étude nationale des coûts, une simulation des effets sur un échantillon et une mesure des écarts par rapport à ce qui était envisagé. Par ailleurs, il est suggéré qu'un financeur unique soit identifié pour chaque catégorie d'établissement.

Parmi les 49 propositions des auteurs, nous pouvons indiquer : l'exonération d'appel à projet en cas d'adaptation de l'offre d'un établissement social ou médico-social existante dans le cadre d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens ; la généralisation d'un financement en dotation globale pour les structures ; la mesure des recouvrements de population entre l'admission à l'Aide Sociale à l'Enfance et l'accompagnement médico-social, afin d'en analyser l'offre, notamment en Instituts Thérapeutiques Educatifs et Pédagogiques, compte tenu de l'offre en Maisons d'Enfants à Caractère Social. On notera que cette dernière proposition correspond d'ailleurs au travail que nous effectuons au sein de l'ASEA 49 dans le cadre de la commission « articulation du social et du médico-social ».

Il apparaît que ce rapport semble prendre en compte certain nombre de préoccupations de nombreuses associations d'action sociale et médico-sociale. Il montre que nos initiatives internes relevant d'échanges transversaux sont en phase avec les préoccupations partagées au plan national et qu'elles peuvent également être contributives à ce titre.

Le Directeur Général, Philippe ROPERS

IME Le Coteau

Dans le cadre des activités pédagogiques **de l'IME**, 2 institutrices ont eu le projet de réaliser une émission de radio avec 9 jeunes.
Le 11 Décembre dernier les 9 jeunes se sont emparés des Micros de Radio G pour une émission sur le thème de la sécurité.

Au sommaire : interviews d'un pompier, d'un policier et d'un militaire et sélection musicale.
Nous vous invitons donc à vous rendre sur le site www.radio-g.fr puis onglet « podcasts », « société » , « l'école buissonnière » et enfin « atelier radio Le Coteau ».

Les jeunes de l'école Le Coteau de St Hilaire-St Florent s'emparent des micros de **Radio G!**

Prévention Spécialisée

Montrer que des jeunes « galériens » de quartier ont du cœur et des compétences. Fallait-il aller au bout du monde pour le faire savoir ? Ils l'ont fait !

Lors de la soirée du 24 octobre, à la salle interculturelle Claude Chabrol, à Angers, l'équipe éducative de prévention spécialisée de Belle-Beille a mis en lumière les qualités indéniables de cinq jeunes du quartier.

Damien, Akim, Rudy et Rémy, accompagnés d'un éducateur, ont participé à la construction d'une école et à l'animation auprès des enfants du village d'Andobedo, au Togo, durant les trois premières semaines de mai 2012. Une équipe d'animateurs de l'association locale Jeudev (jeunesse unie pour le développement,) avait accueilli puis encadré le groupe depuis la capitale Lomé. Benjamin, acteur du projet « Togo »était resté mobilisé en France à cette période. Il animait la soirée.

Cette soirée avait pour but de témoigner de cette riche expérience de solidarité internationale vécue par des jeunes de quartier sans diplômes. Il s'agissait pour eux d'exprimer les valeurs fortes qui les animent, de montrer et développer les compétences dont ils sont porteurs. Il s'agissait aussi, pour la prévention spécialisée, de remercier les partenaires institutionnels et financiers, les partenaires de proximité et toutes les personnes qui s'étaient mobilisées pour que le projet « Togo » puisse exister.

La soirée a démarré par le vernissage de l'exposition photographique « Rencontres à Andobedo » suivi du court-métrage « DARRY » réalisé à partir des vidéos et photos prises sur le chantier et dans le village. Alphonse Konaté, Pierre et Djénébou de l'association « Mali Conte » ont conclu la soirée par des chants et des percussions africaines auxquels les jeunes se sont associés.

Mme Silvia Camara Tombini, élue à Angers, Déléguée à la Jeunesse, à la politique de la ville et à la coopération décentralisée

Nous avons été honorés de la présence de Madame Silvia Camara Tombini, adjointe au maire d'Angers qui a été très sensible au développement de ce projet.

La ville y avait contribué financièrement à travers le CUCS (contrat urbain de cohésion sociale-2500€) et le FPHBB (Fonds de participation des habitants de Belle-Beille-550€). La Mission Jeunesse, ainsi que la DSP (direction santé publique) avaient été sollicitées au plan technique.

Monsieur Bruno Le Capitaine, directeur général de l'ARIFTS (Association régionale des instituts de formation en travail social Pays de la Loire) marquait par sa présence, l'implication du centre de formation par le rapprochement école/ terrain, initiée par l'équipe PS de Belle-Beille. En effet, pour la deuxième année consécutive, une convention unit la Prévention Spécialisée et le SAFRANTS pour l'accompagnement de stagiaires dans le cadre du module ISIC (intervention sociale d'intérêt collectif).Ce module est présenté au diplôme d'état d'assistante sociale. Dans ce cadre, trois stagiaires, Aurélie A., Marie et Méryl ont participé au projet « Togo ».

Pendant dix-huit mois, le groupe de jeunes a montré sa volonté mais aussi ses doutes dans les recherches de financements. Il a d'abord mené des actions d'autofinancement (1270€), puis répondu à différents appels à projets et concours.

Complémentairement aux apports financiers de la ville, la DDCS (Direction départementale de la cohésion sociale) a été sensible a l'exposé du projet particulièrement bien défendu par Benjamin devant la commission « Envie d'agir ». (800€)

Le journal Ouest-France a récompensé le projet « Togo »avec quelques autres parmi les cent qui avaient été présentés au concours « Initiatives solidaires ». L'exposé du projet s'était réalisé à Rennes par l'ensemble du groupe, après la visite du journal. (900€)

Le magasin « Maison du monde » a appuyé financièrement le projet par une large contribution. (1000€).

Les magasins « Carrefour » et « La grande Récré » ainsi que l'association sportive ACBB (Athlétic Club de Belle Beille- football) ont apporté leur soutien avec leurs dons en matériel scolaire, jeux, jouets et vêtements adressés aux enfants d'Andobedo.
Enfin l'ASEA, a soutenu le projet par M. Charles Ferré son ancien président. (Une participation de 2700€ du budget de la PS y a été dédiée).

Yannick Fonteneau (éducateur du service de prévention spécialisée), entouré de Damien (à gauche), Rudy (au centre), Akim et Rémy

Son successeur M. Michel Fouillet accompagné de M. Philippe Ropers, directeur général et directeur par intérim de la PS marquaient au cours de cette soirée tout l'intérêt que l'association porte aux actions de la prévention spécialisée.

Yannick Fonteneau

L'exposition « Rencontres à Andobédo » et le court-métrage « Darry » commencent à circuler sur le quartier de Belle-Beille.

Plus d'infos :
équipe PS de Belle-Beille : 02 41 72 00 73

procédure d'accueil des nouveaux salariés en CDI

Depuis septembre 2012, une procédure d'accueil des nouveaux salariés en CDI a été mise en place.

Elle permet de prendre connaissance de l'environnement associatif dans lequel le nouveau salarié est appelé à s'impliquer.

Elle résulte des préconisations faites dans le cadre des groupes de veille de l'évaluation et des préconisations de l'évaluation interne dans différentes structures.

Elle permet d'avoir un interlocuteur à l'interne pour mieux se repérer d'une part et, d'autre part, de visiter, au cours de la période d'essai, un établissement ou un service autre que celui dans lequel le salarié va intervenir.

mouvements du personnel

DÉPARTS

octobre 2012

Mme Julie LE BOHEC
Conseillère ESF – CAVA

Mme Pascale ROUZÉ
Psychiatre – CAMSP/CMPP

novembre 2012

M. Nicolas JEAN
Psychologue – CAMSP/CMPP/ACE

DÉPARTS EN RETRAITE

octobre 2012

Mme Anne LE CARROU
Secrétaire médicale – CAMSP/CMPP

EMBAUCHE EN CDI

novembre 2012

Mme Lucie MOREAU
Animatrice socio-éducative - CAVA

Mme Florence RABAUD
Secrétaire médicale – CAMSP/CMPP

Mme Sandrine BERTHO
Secrétaire - SIOE

Mme Céline VINET
Éducatrice Spécialisée
Prévention Spécialisée

asea de Maine-et-Loire

infos asea

Directeur de la publication : Philippe ROPERS